

Pourquoi la France s'appauvrit-elle relativement aux États-Unis et à l'Allemagne ?

fipaddict.substack.com/p/pourquoi-la-france-sappauvrit-elle

Voyage au coeur d'un débat qui ne manquera pas d'animer la prochaine présidentielle

fipaddict

Apr 11  1  1 

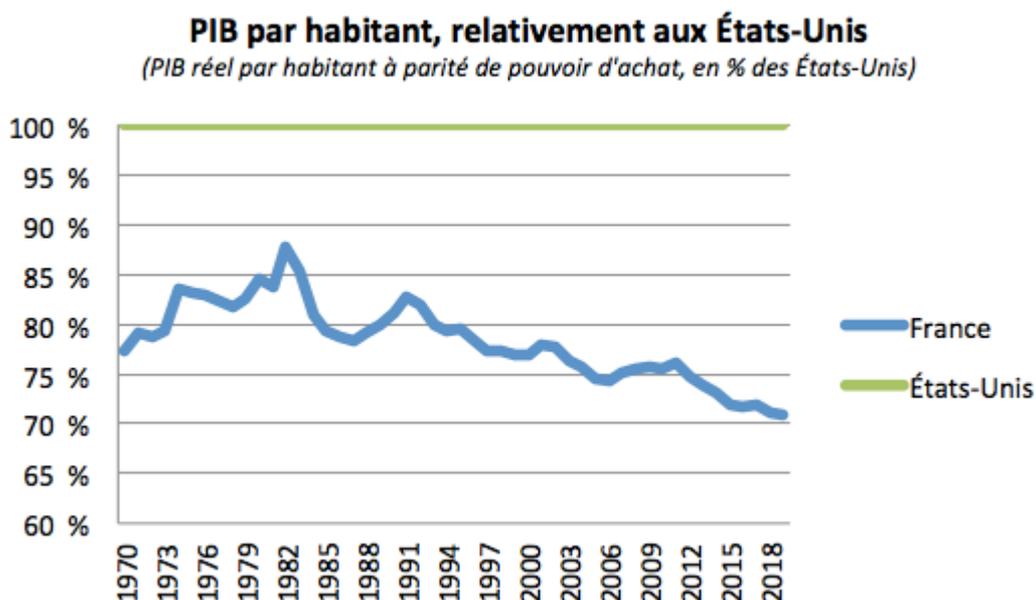
Il y a quelques jours, le journal L'Opinion titrait que Bruno Le Maire aurait décidé de partir « en lutte contre l'appauvrissement du pays ».

Rassurez-vous, il s'agit uniquement d'un **appauvrissement relatif** : la richesse produite par habitant en France continue d'augmenter mais moins vite que chez certains de nos voisins - en l'espèce, le ministre semblait avoir en tête l'Allemagne et les États-Unis.

Reste que la dynamique interpelle - et pourrait donner lieu à des divergences de pouvoir d'achat très significatives à long terme si elle se poursuivait.

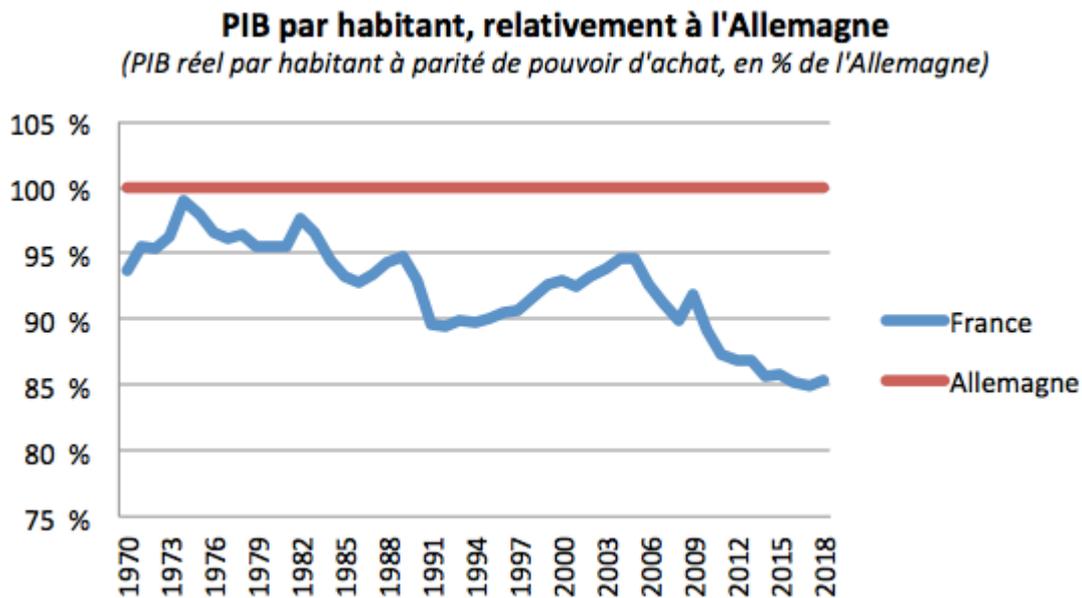
Doucement mais sûrement, la France perd du terrain

Par rapport aux États-Unis, le début du décrochage remonte, d'après les données de l'OCDE, à... **1982** !



Alors que notre richesse par habitant atteignait 88 % du niveau américain en 1982, elle ne s'élève plus qu'à 71 % en 2019, soit un **décrochage de 17 points**. Mesuré à parité de pouvoir d'achat, cela représente 43 063 \$ en France, contre 60 800 \$ aux États-Unis.

Si l'on se compare maintenant à l'Allemagne, le décrochage est plus récent : on peut dater son point de départ à 2005. En 2019, Français étaient ainsi près de 15 % moins riches que les Allemands, contre 5 % seulement en 2005.



La crise pourrait aggraver cette tendance, puisque la chute du PIB en 2020 a été bien plus forte en France (- 8,2 %) qu'aux États-Unis (- 3,5 %) et en Allemagne (- 4,9 %).

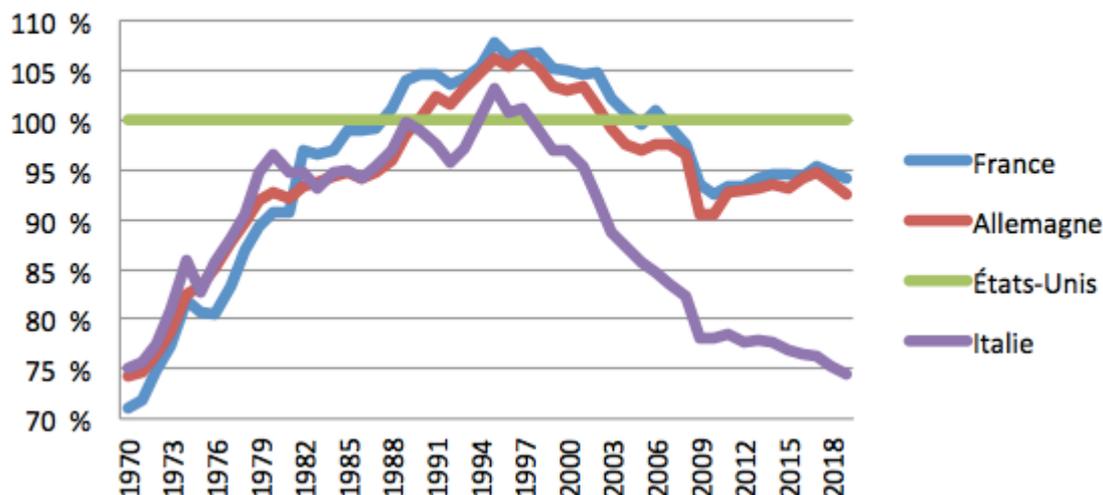
Face à un tel constat, encore faut-il faire le **bon diagnostic**.

Par exemple, dans un article sobrement intitulé "*Peut-on (encore) éviter le déclin ?*" publié il y a quelques jours dans Le Point, Nicolas Baverez dresse le portrait d'une France "**ravalée au rang de pays du sud de l'Europe, caractérisé par une sous-productivité structurelle**".

Pourtant, il suffit de comparer la productivité horaire française avec celle de ses voisins pour constater que **la France reste sur ce plan très proche des États-Unis** et loin devant un pays comme l'Italie. La productivité horaire y est même légèrement supérieure à celle de l'Allemagne. Bref, ce n'est vraisemblablement pas le coeur de l'explication.

Productivité horaire, relativement aux États-Unis

(PIB réel par heure travaillée à parité de pouvoir d'achat, en % des États-Unis)



Aux sources du décrochage

Pour essayer de comprendre ce qui se passe, il me semble utile de **décomposer l'évolution du PIB par habitant** comme la somme de quatre facteurs :

- **l'effet démographique**, qui mesure l'évolution du rapport entre la population en âge de travailler et la population totale : toutes choses égales par ailleurs, un vieillissement de la population pèse sur le PIB par habitant car il y a moins de main d'oeuvre disponible ;
- **l'effet de l'emploi**, qui mesure l'évolution du rapport entre les actifs employés et la population en âge de travailler : toutes choses égales par ailleurs, une hausse du taux de participation au marché du travail ou une baisse du chômage augmente le PIB par habitant ;
- **l'effet de la durée du travail**, qui mesure l'évolution du nombre d'heures travaillées par actif employé : toutes choses égales par ailleurs, augmenter la durée du travail par actif employé augmente le PIB par habitant ;
- **l'effet de la productivité**, qui mesure l'évolution du PIB par heure travaillée : toutes choses égales par ailleurs, une hausse de la richesse produite à mobilisation égale du facteur travail augmente le PIB par habitant.

Par rapport aux États-Unis, nous avons collectivement choisi de privilégier un rapport plus équilibré au travail

À partir de cette décomposition, il est possible d'analyser les causes du décrochage par rapport aux États-Unis observé depuis 1982.

Décomposition du taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant entre 1982 et 2018

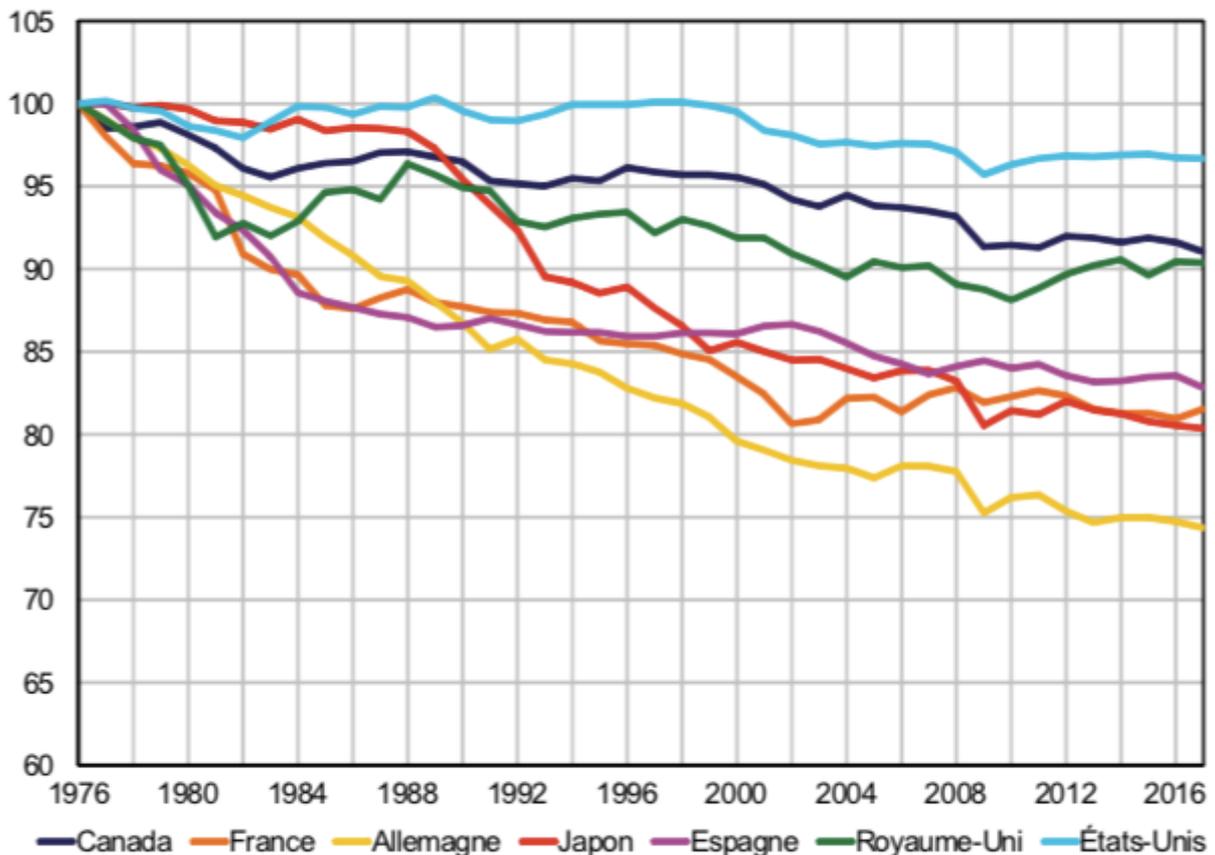
	États-Unis	France
PIB par habitant (en volume et à parité de pouvoir d'achat)	1,9 %	1,3 %
<i>dont : effet démographique (population en âge de travailler / population totale)</i>	0,0 %	- 0,1 %
<i>dont : effet emploi (actifs employés / population en âge de travailler)</i>	0,3 %	0,2 %
<i>dont : effet durée du travail (nombre d'heures travaillées par actif employé)</i>	0,0 %	- 0,3 %
<i>dont : effet productivité (PIB par heure travaillée)</i>	1,6 %	1,5 %

Source : calculs à partir des données OCDE

Comme vous le voyez, l'écart de croissance du PIB par habitant de 0,6 point **trouve pour moitié son origine dans la baisse de la durée du travail observée en France**. Le reste se répartit à parts égales entre la démographie (- 0,1), la productivité (- 0,1) et l'emploi (- 0,1).

Il s'agit moins là d'une spécificité française que d'une particularité américaine : les États-Unis sont un des rares pays où la durée du travail n'a pas significativement diminué depuis les années 70.

Graphique 1 : Évolution de la durée annuelle travaillée par actif occupé⁵



Source : OCDE. Indice base 100 en 1976, calculs DG Trésor.

Champ : Ensemble des salariés et travailleurs indépendants.

Bref, le décrochage du PIB par habitant par rapport aux États-Unis **tient d'abord à un choix collectif, et non à un dysfonctionnement économique** : nous avons choisi d'être plus pauvres pour profiter davantage du temps en dehors du travail. En moyenne, un salarié américain travaille ainsi 1 742 heures dans l'année, contre 1 511 heures pour un salarié français - soit un **différentiel de temps de travail de 13 %**.

Face à ce constat, certains proposent sans surprise de **faire évoluer l'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle**. Par exemple, l'Institut Montaigne a formulé diverses propositions pour augmenter le temps de travail au printemps dernier, en observant notamment que :

Supprimer l'Ascension et travailler une semaine supplémentaire dans l'année (soit 35 heures de plus en moyenne, ou 5 jours de RTT en moins) permettrait une hausse d'environ 0,5 point de PIB, soit de l'ordre de 12 milliards d'euros de richesse supplémentaire par an.

Le débat n'est pas inintéressant, car telle évolution permettrait par exemple de **financer l'ouverture du RSA aux jeunes de 18 à 25 ans** sans aucune difficulté, du fait des recettes publiques supplémentaires générées par la hausse de l'activité.

Venons-en maintenant à la comparaison avec l'Allemagne.

Le décrochage par rapport à l'Allemagne s'explique par le chômage et le taux de participation au marché du travail

En la matière, le décrochage observé depuis 2005 ne tient ni à la croissance de la productivité, très comparable, ni à la durée du travail, qui reste supérieure en France, mais plutôt au **fonctionnement du marché du travail**.

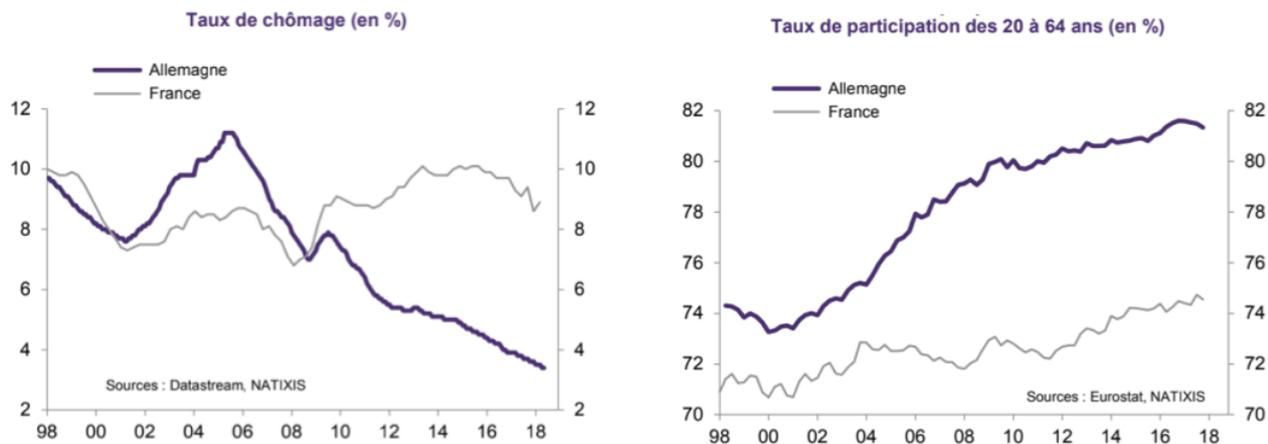
Décomposition du taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant entre 2005 et 2018

	Allemagne	France
PIB par habitant (en volume et à parité de pouvoir d'achat)	1,4 %	0,6 %
<i>dont : effet démographique (population en âge de travailler / population totale)</i>	- 0,2 %	- 0,4 %
<i>dont : effet emploi (actifs employés / population en âge de travailler)</i>	1,1 %	0,4 %
<i>dont : effet durée du travail (nombre d'heures travaillées par actif employé)</i>	- 0,2 %	- 0,1 %
<i>dont : effet productivité (PIB par heure travaillée)</i>	0,8 %	0,7 %

Source : calculs à partir des données OCDE

Ainsi, la quasi-totalité du différentiel de croissance du PIB par habitant s'explique par la forte hausse du rapport entre les actifs employés et la population en âge de travailler, passé en Allemagne de 72 % à 83 % sur la période, alors qu'il augmentait de 64 % à 67 % seulement en France. Cela a permis d'apporter un **soutien à la croissance allemande de 1,1 points de pourcentage, contre 0,4 point de pourcentage seulement en France**.

Dans le détail, cette performance tient à la fois à la **hausse du taux d'activité** et à la **forte baisse du chômage**, qui concernent principalement les **jeunes** et les **séniors**.



Dans ce contexte, on comprend l'insistance de Bruno Le Maire concernant la réforme des retraites, qui permettrait à la fois de **stimuler le PIB** et de **réduire le déficit public**.

Ainsi, Bercy estime que repousser l'âge de départ à la retraite de deux ans se traduit à long terme par une **hausse du PIB de 1,4 % (soit une trentaine de milliards d'euros)**, du fait de la hausse du nombre d'actifs employés, ce qui améliore le déficit public de 0,8 % du PIB.

Reste qu'à la lumière de cette décomposition, **on aurait pu penser avant la crise que le différentiel de croissance avec l'Allemagne allait s'atténuer**, puisqu'il paraît difficile d'envisager que le taux de chômage et le taux de participation de l'Allemagne s'améliorent encore significativement.

Mais là encore, la crise risque de rebattre les cartes.

Des débats au coeur de la future présidentielle

On le voit bien, dans un contexte marqué par une chute inédite du PIB en 2020, la prochaine présidentielle devrait donc être l'occasion du retour des débats classiques sur l'opportunité d'**augmenter le temps de travail**, d'**améliorer le fonctionnement du marché du travail** et de **réformer les retraites**.

Reste qu'il existe également d'**autres voies** pour stimuler durablement le PIB à long terme, au premier rang desquelles figure précisément la fameuse **productivité**, qui est en berne dans l'ensemble des pays développés - États-Unis compris.

Espérons donc que le débat ne se réduise donc pas à ces "leviers" traditionnels - d'autant qu'une période de crise ne constitue pas vraiment le moment idéal pour accroître la durée du travail et le nombre d'actifs.

La richesse produite ne fait pas tout

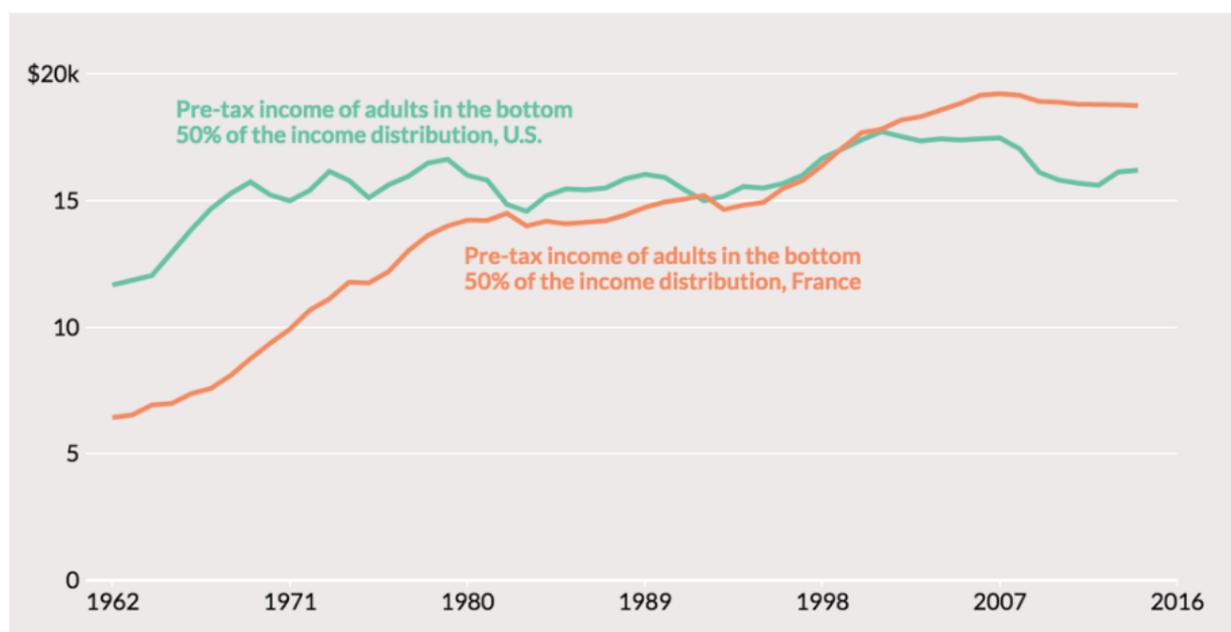
Pour finir, il me paraît important de rappeler que la richesse produite est **loin d'être un critère suffisant pour apprécier l'évolution des conditions de vie** de la population.

Il faut notamment être attentif à l'**évolution de sa répartition**.

Je ne veux pas approfondir dès aujourd'hui cette question difficile, qui fera l'objet d'un prochain post. Mais pour vous donner un avant goût, je souhaiterais terminer en vous montrant un graphique qui m'a beaucoup marqué. Il représente l'**évolution du revenu moyen des 50 % les plus modestes en France et aux États-Unis** d'après les travaux de Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman.

Comparing income inequality in the United States and France

Average pre-tax national income for adults in the bottom 50% of the income distribution in the U.S. and France, 1962-2014 (thousands of 2014 dollars)



Source: Thomas Piketty, Emmanuel Saez, and Gabriel Zucman, "Distributional National Accounts: Methods and Estimates for the United States," 2016, Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research. Bertrand Garbinti, Jonathan Goupille, and Thomas Piketty, "Income Inequality in France: 1900-2014: Evidence from Distributional National Accounts (DINA)," 2016, Paris: Paris School of Economics working paper.

Note: The unit is the individual adult and incomes within married couples are split equally. The data series for France is expressed in 2014 US dollars using a purchasing power parity exchange rate of 0.819 Euros per US dollar as estimated by the Organisation for Economic Cooperation and Development.



Comme vous le voyez, alors qu'au global les Français sont 30 % moins riches que leurs voisins américains, ce graphique suggère qu'**il vaut désormais mieux faire partie des 50 % du bas de la distribution en France, compte tenu de la hausse vertigineuse des inégalités aux États-Unis**. Et précisons qu'il s'agit là des revenus avant taxation et redistribution !

Affaire à suivre, donc...

♡ 1 💬 1 📄

[← Previous](#)